

# QUELQUES PISTES DE REFLEXION

A l'aube de cette année 2017, j'ai souhaité identifier quelques domaines susceptibles de retenir l'attention des observateurs. J'en ai retenu cing, à savoir : l'essor de l'économie « numérique », les liens entre croissance et productivité, le retour probable de l'inflation, la gestion de notre « capital humain », l'avenir de l'euro.»

## **1. L'économie « numérique »**

Parmi les 10 % d'emplois menacés dans les prochaines années, l'essentiel provient des activités liées à internet. En raccourcissant la chaîne producteur-consommateur, en particulier dans les services, le « réseau » favorise à la fois le développement de « l'ubérisation » de l'économie, fondée sur l'utilisation de plateformes et de centres d'appel, et le recours à « l'externalisation » de certaines fonctions de l'entreprise (comptabilité, paie, contentieux, accueil, nettoyage, etc). Cette mutation s'accompagne de l'essor du statut « d'autoentrepreneur ». Ainsi, dès 2012, 67 % des 3,6 millions d'entreprises françaises fonctionnent sans salariés (80 % aux Etats-Unis). Beaucoup de sociétés unipersonnelles nouvellement créées appartiennent à l'économie « internet ».

Du point de vue des entreprises établies, l'externalisation de certaines activités, facilitée par l'existence des réseaux en ligne, permet le recentrage sur le cœur de métier, l'amélioration de la qualité des produits et services fournis et la flexibilité nécessaire, compte-tenu de la variabilité des commandes, grâce au recours à l'intérim<sup>(1)</sup>. Nous entrons véritablement dans une nouvelle phase de « création destructrice » chère à Peter Drucker. Les conflits auxquels on assiste dans le secteur des taxis parisiens illustre bien cette problématique.

## **2. Croissance et productivité**

Les innovations technologiques ont en général facilité la hausse de la productivité. Celle-ci s'est accompagnée la plupart du temps d'une augmentation de la croissance économique. Ainsi, au début du XXème siècle, le pétrole, le moteur à combustion et l'électricité ont favorisé l'essor qu'a connu le monde avant que la Première Guerre Mondiale n'interrompe le mouvement. De même, la radio, le téléphone, l'aviation et l'automobile pour tous ont permis les « Trente Glorieuses », marquées à la fois par une productivité forte et une croissance soutenue.

Depuis 1975, la productivité a ralenti, malgré la création d'internet<sup>(2)</sup>. La croissance a progressivement marqué le pas, dans la plupart des pays industrialisés. Pour l'instant, les explications de ce phénomène semblent « floues » : les destructions d'emploi seraient plus nombreuses que les créations et, seconde interprétation, la productivité dans les services croîtrait beaucoup moins vite que dans l'industrie, à un moment où la « tertiairisation » de l'économie s'accélère. En particulier, l'émergence du « numérique » n'a pas entraîné jusqu'à présent une hausse de la productivité du travail<sup>(3)</sup>. Une victime collatérale de cette situation est l'emploi ; en particulier, les CDD deviennent la norme, dans la mesure où la « précarité » se répand, en réponse aux bouleversements « économiques ».

## **3. Le retour de l'inflation**

L'arrivée de Donald Trump à la présidence des Etats-Unis devrait modifier la donne économique au niveau mondial. Si son programme est effectivement appliqué, les impôts sur les personnes physiques et les entreprises devraient baisser ; dans le même temps, de grands travaux d'infrastructure seraient censés relancer la demande. Compte-tenu d'une situation actuelle en plein emploi, les conditions sont réunies pour des hausses de salaire substantielles, donc inflationnistes.

A priori, c'est une bonne nouvelle pour l'économie mondiale, puisque cette évolution aboutit à éloigner le spectre de la déflation, qui menace beaucoup de pays (en particulier le Japon et la zone euro) depuis plusieurs années. Cependant, à moyen terme, il faut être nuancé. En effet, l'inflation américaine va entraîner progressivement une hausse des taux d'intérêt, d'abord aux Etats-Unis, puis par contagion dans les autres pays, y compris l'Europe. Ce qui va compliquer la tâche des pays connaissant un déficit budgétaire, dont le financement va devenir de ce fait

plus coûteux. La France appartient clairement à ce type de pays. D'où un problème supplémentaire sur la voie du redressement économique. Inversement, un retour de l'inflation peut faciliter le service de la dette déjà existante, octroyée avec des taux d'intérêt particulièrement bas.

C'est pourquoi, il faudra suivre avec beaucoup d'attention les décisions qui seront prises par Donald Trump, au cours de cette année.

#### **4. La question du « capital humain » de la France**

Nous retiendrons 2 aspects complémentaires : le niveau de formation et les flux entrants et sortants de main-d'œuvre. Sur le premier point, tous les classements (Pisa, Shanghai) montrent une érosion de la qualité de notre système de formation que ce soit au niveau du primaire, du secondaire ou du supérieur. En outre, la formation continue a montré de graves lacunes, concrétisées par l'existence de plus de 400 000 postes de travail non pourvus par manque de personnel qualifié ! Malheureusement, malgré les beaux discours, peu de choses ont été effectuées dans ce domaine, depuis des décennies.

Le second aspect concerne « l'émigration » de nos talents, c'est-à-dire, « la fuite des cerveaux » (la France est le deuxième pays du monde, après l'Inde). Que ce soient les diplômés (60 % des élèves des grandes écoles souhaitent partir à l'étranger) ou les créateurs de « startups », la tentation de l'expatriation<sup>(4)</sup> est de plus en plus forte, compte-tenu de l'environnement administratif et fiscal français. A cela s'ajoute la hausse continue des « exilés fiscaux » (1 330 départs en 2010, 4 100 en 2014 !). Non seulement ce sont des compétences qui s'en vont, mais c'est aussi la base taxable qui s'évapore. Le résultat final est un appauvrissement de la France.

Par ailleurs, il n'y a pas qu'une fuite des cerveaux à déplorer, mais également une fuite des entreprises. Soit elles se font racheter par des groupes étrangers (par exemple, Lafarge rachetée par Holcim, Alstom (en partie) par General Electric ou Alcatel-Lucent par Nokia, soit elles profitent d'une acquisition pour se délocaliser (Technip qui devient une société britannique), soit leur actionariat devient en majorité non-résident. Là encore, cela signifie à terme un transfert d'activités françaises vers l'étranger.

#### **5. L'avenir de l'euro**

La monnaie unique bénéficie actuellement d'un répit, qui risque de n'être que momentané. En effet, la zone euro souffre de deux maux rédhibitoires. D'une part, la divergence entre une Europe du Nord industrielle, bonne gestionnaire, menée par l'Allemagne et une Europe du Sud plutôt laxiste et endettée (Espagne, Italie) tend à s'accroître, malgré les efforts certains de ces derniers pays. D'autre part, la zone euro dispose d'une politique monétaire commune (grâce à l'existence de la B.C.E.), mais d'une politique budgétaire « éclatée », car du domaine des Etats, marquée par d'énormes différences, en matière fiscale ou sociale. Bref, la zone euro se trouve « au milieu du gué », entre « coordination » des politiques économiques et « intégration » à la mode fédérale (Etats-Unis). C'est un positionnement intenable à long terme et les pays membres de la zone vont devoir prendre une décision dans un sens ou dans l'autre, sous peine de voir l'euro exploser lors de la prochaine crise.

Pour conclure, je soulignerais le caractère peut-être un peu arbitraire de mes choix de réflexion. Cependant, ils reflètent bien les défis prochains auxquels la France va être confrontée, que ce soit d'une façon « structurelle » (émergence de l'économie numérique, liens entre croissance et productivité du travail ou l'avenir de l'euro) ou d'une façon « conjoncturelle » (retour de l'inflation, hausse probable des taux d'intérêt, accentuation des phénomènes d'expatriation). Indubitablement, le prochain Président devra y faire face.

Bernard Marois

<sup>(1)</sup> D'où l'apparition de sites d'intérim (Atos, Addeco, Accenture), de sites d'autoentrepreneurs (Hopwork, Cenior, Codeur, etc) et de nombreuses plateformes contournant le salariat (Uber, Airbnb).

<sup>(2)</sup> Selon l'économiste américain Robert Gordon, la croissance de la productivité est clairement orientée à la baisse depuis 10 ans.

<sup>(3)</sup> En fait, on assiste à un ralentissement du progrès technologique, malgré internet. Une cause probable : la stagnation démographique présente dans beaucoup de pays industrialisés favorise l'inversion du risque et donc moins d'investissements porteurs d'avenir.

<sup>(4)</sup> Les jeunes créateurs préfèrent Londres ou la Californie. Les autres visent aussi Dubaï, Singapour, Hong-Kong ou New-York ; quant aux exilés fiscaux, ils privilégient la Belgique ou le Portugal. Sans oublier les artistes et les sportifs, souvent résidents suisses.